

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.818/4
DU 20 JANVIER 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de la Politique de migration et d'asile, le 13 janvier 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté ministériel "établissant la procédure et les règles de fonctionnement de la Commission et du secrétariat permanent, visé à l'article 130 de l'arrêté royal du 2 août 2002 fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux situés sur le territoire belge, gérés par l'Office des étrangers, où un étranger est détenu, mis à la disposition du gouvernement ou maintenu, en application des dispositions citées à l'article 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"1) Suite à l'annulation de l'arrêté ministériel du 23 septembre 2002 établissant la procédure et les règles de fonctionnement de la Commission visé à l'article 130 de l'arrêté royal du 2 août 2002 précité, par la section administration du Conseil d'État par arrêt n/ 188 .931 du 17 décembre 2008, il n'y a plus de fondement juridique pour permettre à la Commission et au secrétariat permanent de fonctionner;

2) Cette absence de fonctionnement de la Commission des plaintes porte préjudice aux droits des occupants désireux de déposer des plaintes puisque leur plaintes ne sont plus actuellement traitées;

3) En vue d'assurer un traitement rapide d'une part des plaintes qui sont en cours d'examen à la date d'annulation de l'arrêté ministériel et d'autre part, des plaintes qui ont été introduites depuis lors, il est urgent d'instaurer un fondement juridique pour établir la procédure et les règles de fonctionnement de la Commission et du secrétariat permanent visé à l'article 133 de l'arrêté royal du 2 août 2002."

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Préambule

1. L'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans l'article 133 de l'arrêté royal du 2 août 2002 fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux situés sur le territoire belge, gérés par l'Office des étrangers, où l'étranger est détenu, mis à la disposition du Gouvernement ou maintenu, en application des dispositions citées dans l'article 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

L'alinéa 1^{er} du préambule doit dès lors être omis.

2. Le visa de l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

"Vu l'avis 45.818/4 du Conseil d'État, donné le 20 janvier 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;" ⁽¹⁾.

Dispositif

Articles 2 et 4

Compte tenu du fait que l'article 6 du projet permet au Secrétariat permanent de déclarer irrecevable une plainte qui se rapporte à une décision qui a été prise ou à des faits qui se sont produits au plus tard cinq jours avant l'introduction de la plainte, les articles 2 et 4 doivent être complétés afin de prévoir un mécanisme qui permet d'attester avec précision de la date à laquelle une plainte est déposée, notamment lorsque ce dépôt se fait auprès de la permanence organisée dans un centre par le Secrétariat permanent ou par l'intermédiaire du directeur du centre ou de son remplaçant.

Sans doute s'agirait-il dans ce cas de prévoir la remise d'un accusé de réception attestant du dépôt de la plainte.

⁽¹⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "technique législative", recommandation n° 36.2 et formule F 3-5-3, www.raadvst-consetat.be (20/01/2009).

Article 9

Afin d'éviter toute contestation quant aux motifs du retrait de la plainte, l'article 9 devrait être complété afin de préciser que toute conciliation fait l'objet d'un écrit signé par les deux parties et dans lequel il est pris acte de ce que le plaignant retire sa plainte et que le dossier est, en conséquence, clôturé.

Une copie de cet écrit doit être remise aux parties.

La même observation vaut pour l'article 12.

Article 15

Il résulte des articles 130, alinéa 1^{er}, et 131, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 2 août 2002 précité qu'un "secrétariat permanent" est établi auprès de la Commission. Il n'y a donc pas lieu de le créer "auprès de le/la président(e) du Comité de Direction du Service public fédéral de l'Intérieur".

Par ailleurs, l'auteur du projet n'a pas été habilité à subdéléguer au président du Comité de direction du S.P.F. Intérieur le pouvoir de fixer le nombre de membres du personnel qui font partie du secrétariat permanent.

L'article 15 du projet doit être revu.

Article 17

L'article 133 de l'arrêté royal du 2 août 2002 précité n'habilite pas l'auteur du projet à fixer des conditions complémentaires auxquelles doivent satisfaire les membres de la Commission.

Par conséquent, l'article 17 du projet doit être omis.

.../...

Article 19

Selon l'article 130, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 août 2002 précité, la Commission est composée de trois membres.

Il n'y a donc pas lieu, dans la disposition en projet, d'habiliter le Secrétariat permanent de déterminer "la composition de la Commission, d'après la disponibilité des membres", aucune latitude n'ayant été laissée, en la matière, par la disposition susvisée.

L'article 19 du projet doit donc être adapté.

Disposition transitoire

(À insérer)

Afin d'assurer la continuité dans le traitement des plaintes dont les dossiers ne sont pas encore clôturés, l'arrêté en projet doit être complété par une disposition transitoire afin de préciser que les plaintes introduites avant l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, et ceci conformément aux articles 1^{er} à 4 de l'arrêté ministériel du 23 septembre 2002, sont traitées selon les règles fixées par les articles 5 et suivants de l'arrêté en projet.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été rédigé par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.818/4
VAN 20 JANUARI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 13 januari 2009 door de Minister van Migratie- en asielbeleid verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de procedure- en werkingsregels van de Commissie en het permanent secretariaat, bedoeld in het artikel 130 van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 houdende vaststelling van het regime en de werkingsmaatregelen, toepasbaar op de plaatsen gelegen op het Belgisch grondgebied, beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken, waar een vreemdeling wordt opgesloten, ter beschikking gesteld van de regering of vastgehouden, overeenkomstig de bepalingen vermeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"1) Suite à l'annulation de l'arrêté ministériel du 23 septembre 2002 établissant la procédure et les règles de fonctionnement de la Commission visé à l'article 130 de l'arrêté royal du 2 août 2002 précité, par la section administration du Conseil d'État par arrêt n/ 188 .931 du 17 décembre 2008, il n'y a plus de fondement juridique pour permettre à la Commission et au secrétariat permanent de fonctionner;

2) Cette absence de fonctionnement de la Commission des plaintes porte préjudice aux droits des occupants désireux de déposer des plaintes puisque leur plaintes ne sont plus actuellement traitées;

3) En vue d'assurer un traitement rapide d'une part des plaintes qui sont en cours d'examen à la date d'annulation de l'arrêté ministériel et d'autre part, des plaintes qui ont été introduites depuis lors, il est urgent d'instaurer un fondement juridique pour établir la procédure et les règles de fonctionnement de la Commission et du secrétariat permanent visé à l'article 133 de l'arrêté royal du 2 août 2002."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Aanhef

1. Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 133 van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 houdende vaststelling van het regime en de werkingsmaatregelen, toepasbaar op de plaatsen gelegen op het Belgisch grondgebied, beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken, waar een vreemdeling wordt opgesloten, ter beschikking gesteld van de regering of vastgehouden, overeenkomstig de bepalingen vermeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Het eerste lid van de aanhef dient derhalve te vervallen.

2. De verwijzing naar het advies van de Raad van State moet gesteld worden als volgt :

"Gelet op advies nr. 45.818/4 van de Raad van State, gegeven op 20 januari 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;" ⁽¹⁾.

Dispositief

Artikelen 2 en 4

Gelet op het feit dat in artikel 6 van het ontwerp aan het permanent secretariaat de mogelijkheid wordt geboden om een klacht onontvankelijk te verklaren wanneer deze betrekking heeft op een beslissing die is genomen of feiten die zich hebben voorgedaan uiterlijk vijf dagen vóór de indiening van de klacht, moeten de artikelen 2 en 4 aangevuld worden teneinde te voorzien in een mechanisme waarmee de precieze datum achterhaald kan worden waarop een klacht is ingediend, meer bepaald wanneer de

⁽¹⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 36.2 en formule F 3-5-3, www.raadvst-consetat.be (12/01/2009).

indiening geschiedt bij de permanente dienst die in een centrum georganiseerd wordt door het permanent secretariaat of door bemiddeling van de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger.

Wellicht moet in dat geval worden voorgeschreven een ontvangstbewijs af te geven waaruit de indiening van de klacht blijkt.

Artikel 9

Om elke mogelijke betwisting te vermijden wat betreft de redenen voor de intrekking van de klacht, zou artikel 9 moeten worden aangevuld teneinde daarin te preciseren dat voor elke minnelijke schikking een geschrift vereist is dat door beide partijen ondertekend wordt en waarin akte genomen wordt van het feit dat de klager zijn klacht intrekt en dat het dossier bijgevolg afgesloten wordt.

Een kopie van dat geschrift moet aan de partijen worden bezorgd.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12.

Artikel 15

Uit de artikelen 130, eerste lid, en 131, eerste lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 2 augustus 2002 blijkt dat een "permanent secretariaat" wordt opgericht bij de Commissie. Er is dus geen reden om het op te richten "bij de voorzit(s)ter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken".

Overigens is de steller van het ontwerp niet gemachtigd om aan de voorzitter van het directiecomité van de FOD Binnenlandse Zaken de bevoegdheid over te dragen om het aantal personeelsleden vast te stellen dat deel uitmaakt van het permanent secretariaat.

Artikel 15 van het ontwerp moet worden herzien.

.../...

Artikel 17

Artikel 133 van het voornoemde koninklijk besluit van 2 augustus 2002 machtigt de steller van het ontwerp niet om aanvullende voorwaarden te bepalen waaraan de leden van de Commissie moeten voldoen.

Bijgevolg dient artikel 17 van het ontwerp te vervallen.

Artikel 19

Volgens artikel 130, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 2 augustus 2002 is de Commissie samengesteld uit drie leden.

Er is dan ook geen reden om in de ontworpen bepaling het permanent Secretariaat te machtigen om "de samenstelling van de Commissie, naargelang de beschikbaarheid van de leden" te bepalen, aangezien de voornoemde bepaling geen enkele ruimte daarvoor laat.

Artikel 19 van het ontwerp moet dus worden aangepast.

Overgangsbepaling

(in te voegen)

Met het oog op een continue behandeling van de klachten waarvan de dossiers nog niet zijn afgesloten, moet het ontworpen besluit worden aangevuld met een overgangsbepaling, waarin gepreciseerd wordt dat de klachten die vóór de inwerkingtreding van het ontworpen besluit ingediend zijn overeenkomstig de artikelen 1 tot 4 van het ministerieel besluit van 23 september 2002, behandeld worden volgens de regels vastgelegd door de artikelen 5 en volgende van het ontworpen besluit.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd opgesteld door de H. R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE